

puisse prévoir la date de la prorogation de la présente session, j'espère que la reine pourra présider à la prorogation.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Puis-je poser une question au premier ministre à la suite de la déclaration qu'il vient de formuler? Le premier ministre, ou le comité chargé de la visite royale, a-t-il déterminé l'endroit où aura lieu l'ouverture officielle de la voie maritime du Saint-Laurent?

Le très hon. M. Diefenbaker: L'honorable député aura la réponse à sa question la semaine prochaine, lorsque le comité présentera son rapport et que l'itinéraire de la visite sera soumis à la Chambre.

LE SERVICE PUBLIC

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je désire déposer deux exemplaires, en anglais, du rapport de la Commission du service civil du Canada intitulé "Administration du personnel dans le service public". Vous vous rappelez que c'est l'ex-premier ministre, M. St-Laurent, qui eut l'idée de faire tenir cette enquête. Le président de la Commission, M. Arnold Heeney, et les autres membres de la Commission, M^{lle} R. E. Addison et M. Paul Pelletier, ont entrepris l'étude des problèmes, nombreux et complexes, relatifs à l'administration du service civil. Ils ont été chargés également de présenter les recommandations qu'ils jugeaient à propos afin de mettre au point la loi qui, à toutes fins pratiques, était en vigueur depuis que sir Robert Borden l'a présentée en 1919, d'en supprimer, au besoin, les anomalies. En général, on a demandé de formuler les recommandations propres à assurer et à maintenir dans le service public la compétence et l'aptitude à servir. Quelle que soit l'opinion de chacun sur les recommandations soumises, je suis sûr que tous les membres de la Chambre voudront rendre hommage à la Commission pour le travail qu'elle a accompli et pour les longues heures et l'attention soutenue que ses membres ont consacrées à l'examen de ce sujet très complexe.

Je dépose également deux exemplaires de la traduction en français du rapport sous forme miméographiée. Cependant cette traduction française ne comprend pas les appendices du rapport qui sont inclus dans la copie imprimée en anglais. Les exemplaires imprimés en français qui comprendront le rapport et les appendices seront livrés par l'imprimeur de la Reine dans deux semaines environ; ils seront alors présentés à la Chambre. Comme il

[M. Argue.]

s'agit d'un sujet qui soulève un grand intérêt, j'ai pensé qu'il serait utile de mettre ces recommandations à la disposition des députés. Les appendices sont tout simplement un développement général des principes et des recommandations énoncés dans le rapport. Des copies du rapport seront mises dans les cases postales des députés cet après-midi.

LES FINANCES

"LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU CANADA POUR 1958"—DEMANDE DE DÉPÔT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre quand il se propose de déposer, comme il l'a promis, le rapport intitulé "Les perspectives économiques du Canada pour 1958"?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Je crois me rappeler, monsieur l'Orateur, qu'une demande ou une motion a été faite par l'honorable député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill) au cours de la dernière session et que, par suite de ses manœuvres, elle a été reléguée à une position qui en a empêché toute autre discussion. A cette époque, je me suis engagé à soumettre le rapport. Je constate qu'il y a une motion d'inscrite au *Feuilleton*. Lorsque la motion sera présentée à la Chambre, j'espère que celle-ci en approuvera l'étude.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, je ne voulais pas interrompre le premier ministre, mais je pose la question de privilège. Le premier ministre a déclaré que mes manœuvres avaient empêché l'étude de la motion. J'ai inscrit au *Feuilleton* une motion qui ne pouvait être mise à l'étude et j'ai pris le seul parti possible pour qu'elle puisse être étudiée. (*Plus tard*)

Le très hon. M. Diefenbaker: Il y a un instant, le chef de l'opposition (M. Pearson) m'a posé une question au sujet des "Perspectives économiques du Canada pour 1958". Je trouve, monsieur l'Orateur, que les motions n'en sont pas encore arrivées à une étape qui permette à nos honorables amis d'avoir le rapport économique en question au cours du présent débat.

Le 18 juin 1958, j'ai promis qu'il serait déposé après la fin de l'année et, le 5 août, j'ai réitéré que le rapport serait déposé dès la fin de l'année. Le ministre du Commerce (M. Churchill) a donné l'ordre de le déposer aujourd'hui même.